

Caraïbes : des accords qui divisent

Entretien avec Renwick Rose, coordonnateur de l'Association des agriculteurs des Îles sous le vent (Windwards Islands Farmers' Association, Winfa), winfa@caribsurf.com. Une version intégrale de cet entretien, initialement plus long, est publiée sur internet : www.inter-reseaux.org.

LE COORDONNATEUR DE WINFA, Caraïbes, voit dans l'APE nombre de menaces pour la cohésion de la région et les petits producteurs. Il s'insurge contre le procès souvent intenté aux organisations de producteurs des ACP : « non, Winfa n'est pas influencée par des ONG européennes promotrices d'intérêts européens ».



Renwick Rose

► Antigua et Barbuda, Bahamas, Belize, Dominique, Grenada, Guyana, Haïti, Jamaïque, La Barbade, République dominicaine, Saint Kitts et Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent, Surinam, Trinidad et Tobago (PMA en italique)

► 35 millions d'habitants

► Pib : 60 milliards de dollars (agriculture : 8,5 %)

GRAIN DE SEL : *Quels sont les enjeux pour les Caraïbes dans l'APE?*

RENWICK ROSE : Tout d'abord je dois présenter la région, et dans quelle configuration elle est représentée pour la négociation de l'APE. Il y a différents niveaux d'intégration, en cercles concentriques. L'organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) représente les petits États insulaires avec une monnaie commune, un système judiciaire commun, etc. Les pays de l'OECS font eux-mêmes partie d'un ensemble plus grand, le Caricom (15 États membres et 5 membres associés), qui a un accord spécial de commerce avec la République dominicaine. Ils négocient en commun avec l'Union européenne en tant que « Cariforum ».

Les Caraïbes sont une région avec des cultures d'exportations sensibles : sucre, riz et bananes étant les principales. Nous avons surtout de petits agriculteurs, dont beaucoup sont sur des terres qui n'excèdent pas 1 ha, et qui n'ont souvent pas de titre de propriété.

Ces dernières années on a constaté une forte baisse dans la production agricole (y compris la production alimentaire pour les marchés locaux). Dans le même temps, les importations des États-Unis et d'Europe continuent d'augmenter en flèche. Seuls deux pays des Caraïbes ont des surplus d'exportations sur les importations : Guyana et Belize.

GDS : *Quelles sont vos attentes vis-à-vis de l'APE?*

RR : Depuis le milieu des années 90, une érosion significative des préférences a affecté nos exportations. Concernant les bananes, les Îles-sous-le-Vent exportaient plus de 290 000 tonnes en 1992, avec quelques 25 000 agriculteurs. Aujourd'hui, la production est tombée à 70 000 tonnes, avec moins de 5 000 producteurs. La question est : que peut faire l'APE pour stopper ce déclin ? Les délégués de l'Union européenne parlent de moderniser l'agriculture, mais ils parlent aussi en termes d'agriculture de grande échelle. Nous vendons des bananes en « commerce équitable » à de grands supermarchés, mais nos producteurs le font à partir de petites unités. Que se passe-t-il si ces unités sont trop petites pour être économiquement viables ?

Nos négociateurs semblent avoir des ailes. Le problème est qu'il y a un manque d'information sur le processus de négociation. Il se trouve également des gens, dans nos propres gouvernements, qui ne semblent pas comprendre la nécessité de la participation de la société civile. Ils nous accusent d'être influencés par les ONG européennes qui, selon eux, disent qu'elles sont contre les APE parce qu'elles veulent protéger les marchés européens. Ce n'est certainement pas le cas. Nous ne sommes pas contre les APE en eux-mêmes, nous sommes pour l'introduction de politiques faites pour les gens dans les APE.

duction de politiques faites pour les gens dans les APE.

L'intégration régionale et la solidarité ACP sont d'autres sujets d'inquiétude. Sous Lomé, les ACP négociaient en tant que bloc. Ça n'est plus le cas. Désormais les pays et régions ACP peuvent être adversaires. La Commission européenne encourage cela, et tout indique que les attributions du 10^e Fed seront utilisées pour inciter les pays à libéraliser fortement et rapidement. À l'approche d'échéances électorales, certains pays pourront être tentés de faire les quatre volontés de la Commission européenne pour obtenir les bénéfices du Fed.

GDS : *Y a-t-il des alternatives possibles et quelles sont-elles ?*

RR : Nous (organisations de producteurs) sommes des observateurs, et c'est tout. Les gouvernements des Caraïbes se sont engagés à signer, que les gens soient d'accord ou non. Depuis cinq ans, nos gouvernements n'ont pas apporté de scénario alternatif, ils n'auront donc pas grand autre choix que de signer l'APE. Nous avons mis tous nos œufs dans le même panier, et le SPG proposé par l'UE comme une alternative ne nous est pas favorable. De surcroît, l'Union européenne veut désespérément que les Caraïbes signent, pour faire pression sur les États africains et le Pacifique afin qu'ils signent à leur tour. ■

« LES GOUVERNEMENTS DES CARAÏBES

SE SONT ENGAGÉS À SIGNER, QUE LES

GENS SOIENT D'ACCORD OU PAS »

FICHE D'IDENTITÉ COMMERCIALE DE LA RÉGION

	Export	Import	Source
Commerce mondial (milliards \$)	17,13	21,83	FAO, moy. 2003-2004
Commerce agricole mondial (% du précédent)	9,5 %	13,6 %	FAO, moy. 2003-2004
Commerce avec UE (milliards €)	3,32	4,22	Comext, moy. 2003-2005
Commerce agricole avec UE (% du précédent)	28,8 %	10,3 %	Comext, moy. 2003-2005